



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/558
16 octobre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Code de conduite des sociétés transnationales

Note du Secrétaire général

Dans sa résolution 45/186 en date du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé de prier son président d'organiser, avec l'appui du Secrétaire général, des consultations intensives en vue de parvenir à un accord sur un code de conduite des sociétés transnationales en temps voulu pour le présenter à l'Assemblée générale, pour adoption, lors de sa quarante-sixième session. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée le rapport du Président de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale sur les résultats desdites consultations.

ANNEXE

Consultations sur le code de conduite des sociétés transnationales

Rapport du Président de la quarante-cinquième session
de l'Assemblée générale

1. A sa quarante-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 45/186 me priant, en ma qualité de Président de sa quarante-cinquième session, d'organiser, avec l'appui du Secrétaire général, des consultations intensives en vue de parvenir à un accord sur un code de conduite des sociétés transnationales en temps voulu pour le lui présenter, pour adoption, lors de sa quarante-sixième session.
2. Conformément à cette résolution, j'ai tenu des consultations officielles du 22 au 26 avril et les 24 et 25 juin 1991 à New York, le 12 juillet 1991 à Genève et du 24 au 26 septembre 1991 à New York. En outre, le 25 juillet 1991, j'ai demandé par écrit aux ministres des affaires étrangères de tous les Etats Membres de l'Organisation et aux observateurs auprès de celle-ci de porter personnellement attention à cette entreprise et de s'assurer que leurs délégations respectives aborderaient ces consultations avec la plus grande souplesse et la meilleure volonté politique.
3. Lors de ces consultations, la plupart des délégations ont réitéré qu'elles jugeaient acceptable la toute dernière version du code reproduite dans le document E/1990/94. Sans souscrire entièrement à tous les paragraphes du code, elles y voyaient un ensemble bien équilibré, fruit de plusieurs années de négociations, qu'elles étaient disposées à accepter comme étant le meilleur compromis réalisable entre tous les membres de la communauté internationale. Plusieurs délégations ont toutefois indiqué que certaines dispositions du code leur inspiraient toujours des doutes, qu'il faudrait dissiper afin de parvenir à un consensus.
4. Dès le début des consultations, j'ai fait des propositions précises de nature à éliminer certaines réserves qui subsistaient chez les délégations sans qu'il faille reprendre la procédure classique consistant à examiner en détail le texte des dispositions du code. Un nouveau préambule était proposé qui reconnaissait comme il convenait le rôle des sociétés transnationales et la contribution qu'elles pouvaient apporter à la croissance économique et au développement. Ces propositions étaient de nature à dissiper les doutes de certaines délégations qui avaient le sentiment que le code risquait de paralyser les activités des sociétés transnationales. J'ai en outre proposé certaines modifications aux dispositions relatives au mécanisme international de suivi, de façon à garantir un mécanisme de suivi efficace, équitable et rationnel sans toutefois laisser planer de doute quant au fait que ce processus n'aurait pas pour but de porter un jugement. Si la plupart des délégations ont confirmé que mes propositions offraient une chance véritable et réaliste de parvenir à un accord sur l'ensemble du code, plusieurs d'entre elles ont cependant estimé que certaines dispositions ne répondaient pas à leurs préoccupations.

5. Lors de la réunion de juin 1991, il a été décidé de constituer un groupe de travail officieux à composition non limitée qui serait chargé d'examiner dans le détail les questions de fond et de formuler des propositions sur le meilleur moyen de les régler dans le cadre du mandat donné par l'Assemblée générale. Le Groupe de travail a décidé d'établir une liste récapitulative des questions dont il faudrait traiter lors des consultations. A cette fin, il a prié le Directeur exécutif du Centre sur les sociétés transnationales d'inviter les délégations à communiquer par écrit la liste des questions qu'elles souhaitaient voir examiner.

6. Un certain nombre de délégations ont répondu à la demande du Directeur exécutif en signalant tels ou tels aspects du code qui, à leur avis, demandaient à être examinés plus avant. Une délégation a suggéré d'examiner aussi, lors des consultations, la pertinence du choix des thèmes abordés dans le code. La plupart des délégations ont toutefois indiqué oralement ou par écrit qu'elles étaient prêtes à adopter le code en l'état. Le Secrétariat a établi une note (jointe en annexe au présent rapport) résumant les réponses reçues des délégations, le texte original des réponses étant disponible sur demande.

7. Lors de la dernière série de consultations tenue en septembre 1991, certaines délégations ont largement commenté la liste des questions de fond. Toutefois, plusieurs d'entre elles ont fait observer que, compte tenu des diverses réunions importantes prévues dans le cadre de la coopération internationale - notamment les négociations d'Uruguay, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et la huitième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - qui pourraient avoir une incidence sur le code de conduite des sociétés transnationales, les consultations sur le code devraient être différées jusqu'à ce que les résultats de ces réunions soient connus. D'autres délégations ont fait valoir que les résultats de ces rencontres internationales n'influeraient que sur un petit nombre des dispositions du code et ne devaient donc pas retarder les négociations sur le code.

8. Vers la fin des consultations, les délégations se sont accordées pour estimer que les consultations intergouvernementales sur le code de conduite devraient reprendre en juin ou juillet 1992. Dans l'intervalle, le Secrétariat poursuivrait ses travaux touchant le code de conduite en vue de clarifier encore les questions en suspens et d'examiner et d'évaluer tous faits nouveaux intéressant ces consultations.

APPENDICE

Code de conduite des sociétés transnationales

Réponses reçues des délégations concernant les questions à examiner lors de la prochaine série de consultations

Note du Secrétariat

1. Conformément à un plan établi par le Président du Groupe de travail spécial lors des consultations tenues en juin 1991, le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a adressé une lettre à tous les représentants permanents des Etats Membres de l'Organisation en juin 1991, les invitant à lui indiquer par écrit les questions qui, à leur avis, demandaient à être examinées lors de la prochaine série de consultations sur le code. Le 26 juillet 1991, le Directeur exécutif a adressé à toutes les délégations une nouvelle lettre reportant au 20 août 1991 la date limite prévue pour l'envoi de leurs réponses. On trouvera ci-après un résumé des questions de fond évoquées dans les réponses reçues à ce jour.

Titre

2. Une délégation a suggéré de modifier le titre du code pour qu'il cadre mieux avec le champ d'application et le contenu du code. Celui-ci comporte de nombreuses dispositions mettant des obligations à la charge des Etats et il s'agit donc en réalité d'un code de conduite régissant les relations entre les sociétés transnationales et les Etats.

Préambule

3. Certaines délégations ont appelé l'attention sur le préambule du code qui n'est pas encore rédigé et ont dit qu'elles examineraient avec intérêt les toutes dernières propositions formulées par le Président de l'Assemblée générale.

Activités des sociétés transnationales

4. Une délégation a fait remarquer qu'il conviendrait de tenir compte, dans les dispositions du code, des faits nouveaux survenus à l'occasion d'autres négociations multilatérales menées actuellement dans le cadre des négociations d'Uruguay, qui étaient susceptibles d'avoir une incidence sur les relations en matière d'investissements.

5. Une délégation a fait observer que les dispositions relatives à l'Afrique du Sud devraient maintenant être réexaminées à la lumière des récents événements.

6. Une délégation a estimé que les dispositions relatives à la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays d'implantation et à la non-ingérence dans les relations intergouvernementales devraient se borner à énoncer le principe.

7. Une délégation a estimé que le libellé des dispositions relatives aux pratiques de corruption demandait à être amélioré.
8. Une délégation a souligné qu'au cours des négociations, il faudrait examiner les conséquences néfastes des activités des sociétés transnationales pour les pays d'implantation.
9. Une délégation a suggéré de porter attention aux responsabilités des sociétés transnationales vis-à-vis des pays d'implantation et aux dispositions relatives aux pratiques commerciales restrictives.
10. Quelques délégations ont mentionné la section relative à la protection de l'environnement. L'une d'elles a estimé que la disposition relative à la protection de l'environnement (par. 41) devait se borner à stipuler le devoir de remettre en état l'environnement en cas de dégradation.
11. Quelques délégations ont souligné l'importance de la section relative à la divulgation de renseignements, laquelle devrait suivre la pratique adoptée dans les instruments de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Une délégation a indiqué que les dispositions relatives à la divulgation de renseignements devraient préciser le type de renseignements que les sociétés transnationales étaient appelées à divulguer.

Traitement des sociétés transnationales

12. Une délégation a évoqué de manière générale la norme de traitement que les pays d'implantation devaient appliquer aux sociétés transnationales.
13. Quelques délégations ont dit préférer la formulation du principe du traitement national retenue dans la version précédente du projet de code.
14. Une délégation a souligné l'importance que revêt la sauvegarde du caractère confidentiel des informations commerciales.
15. Plusieurs délégations ont évoqué la question de la nationalisation et de l'indemnisation.
16. Quelques délégations ont soulevé la question du transfert des paiements.
17. Une délégation a évoqué la question du règlement des différends.

Suivi

18. Plusieurs délégations ont souligné l'importance du mécanisme de suivi et ont manifesté leur intérêt pour les propositions formulées par le Président de l'Assemblée générale. Une délégation a fait observer que la disposition du paragraphe 69 a) ayant trait à la participation des organisations non gouvernementales à l'examen des questions relatives au code allait peut-être à l'encontre de celles des paragraphes 67 et 68.

19. Certaines délégations, déçues par l'absence de progrès dans les négociations, ont souligné que seule une volonté politique claire et décisive de la part des délégations rendrait possible l'adoption du code.

20. D'autres délégations, partageant certaines inquiétudes des milieux d'affaires, ont souligné qu'il fallait trouver un libellé satisfaisant pour plusieurs dispositions importantes si l'on voulait que le code puisse être adopté.
